

Emmanuel Macron et le gouvernement victimes d'un « biais de confirmation » ?

Pour Thibault Gajdos, chercheur au CNRS, des choix budgétaires en apparence absurdes pourraient provenir de l'interprétation biaisée par leurs positions idéologiques que feraient les décideurs publics des données à leur disposition.

LE MONDE ECONOMIE | 08.11.2018 à 06h30 | Par Thibault Gajdos (chercheur au CNRS)

Chronique « Tendances France ». Le projet de budget pour 2019, en débat à l'Assemblée nationale, est troublant. D'un côté, il prévoit de dépenser 40 milliards d'euros au titre du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) qui, selon toutes les études disponibles, n'a eu aucun effet sur l'investissement, la recherche et développement, les exportations, et seulement (au mieux) un faible effet sur l'emploi. De l'autre, le budget de l'enseignement supérieur et de la recherche passe de 27,4 à 27,9 milliards d'euros, soit une progression de l'ordre de l'inflation. Pire : le budget de l'enseignement supérieur passe de 12,2 à 12,3 milliards d'euros (une augmentation plus faible que l'inflation), alors que le nombre d'étudiants a augmenté de 2,4 % à la rentrée 2018.

En d'autres termes, le budget de la recherche n'augmente pas et les ressources par étudiant vont diminuer. Or, s'il est un point sur lequel tous les économistes sont d'accord (et qui a d'ailleurs valu cette année le prix Nobel d'économie à l'Américain Paul Romer), c'est bien le rôle déterminant de l'enseignement supérieur et de la recherche sur la croissance économique. Domaine dans lequel la France affiche un retard préoccupant : dans l'Hexagone, les dépenses de recherche et développement sont de l'ordre de 50 milliards par an, contre 90 milliards en Allemagne.

Expérience menée dans différentes villes

Il paraît difficile de mettre ces choix budgétaires en apparence absurdes sur le compte de l'incompétence. Une étude de la Banque mondiale suggère une autre explication (« *Biased Policy Professionals* » (<http://documents.worldbank.org/curated/en/685691498482210671/pdf/WPS8113.pdf>), Sheheryar Banuri, Stefan Dercon et Varun Gauri, *Policy Research Working Paper* n° 8113). Les chercheurs se sont demandé dans quelle mesure l'interprétation que faisaient les décideurs publics des données disponibles était biaisée par leurs positions idéologiques. Pour le savoir, ils ont élaboré le scénario suivant.

Un pays décide de lancer une expérience dans différentes villes et d'en confier l'évaluation à des chercheurs, afin de déterminer l'impact d'une augmentation du salaire minimum sur les revenus des 40 % les plus pauvres de leur population : 298 villes augmentent le salaire minimum, 128 ne l'augmentent pas. Les résultats de l'évaluation sont ensuite déclinés selon deux variantes. Dans la première, les chercheurs constataient une augmentation du revenu des plus pauvres dans 223 des villes ayant augmenté le revenu minimum, 75 ayant au contraire vu une diminution de leurs revenus ; et parmi les 128 villes dans lesquelles le revenu minimum n'a pas augmenté, 107 ont vu les revenus des plus pauvres augmenter, et 21 leurs revenus diminuer. Dans la seconde version, ces résultats étaient inversés : les villes ayant augmenté le salaire, par exemple, étaient plus nombreuses à voir le revenu diminuer, et ainsi de suite.

Entêtement à mener une politique de l'offre

Ces différents types de résultats ont été présentés aléatoirement à près de 2 900 fonctionnaires de la Banque mondiale et du Département pour le développement international du Royaume-Uni (chargé de l'aide publique au développement), qui ont ensuite dû répondre à la question suivante : les données de l'étude présentée sont-elles davantage compatibles avec l'hypothèse qu'une hausse du revenu minimum augmente, ou au contraire diminue les revenus des plus pauvres ? Evidemment, les données présentées n'étaient à chaque fois compatibles qu'avec une seule réponse.

Résultat : les participants n'ont donné la bonne réponse que dans 45 % des cas. Mais surtout, leurs

réponses dépendaient en grande partie de leurs opinions a priori sur la question de la redistribution des revenus : plus ils étaient favorables à une redistribution des revenus, plus ils avaient tendance à interpréter correctement les données lorsqu'elles étaient favorables à une augmentation du revenu minimum, mais plus ils en tiraient des conclusions erronées lorsqu'elles allaient dans le sens contraire.

Lire aussi : Dans la Meuse, Emmanuel Macron rattrapé par le front social

([politique/article/2018/11/07/dans-la-meuse-emmanuel-macron-rattrape-par-le-front-social_5379990_823448.html](#))

Il se pourrait bien qu'Emmanuel Macron, le gouvernement et leurs conseillers soient victimes du même « *biais de confirmation* », qui les amènerait à ne voir dans les données que ce qui est compatible avec leurs idées préconçues. Cela expliquerait l'entêtement du président à mener une politique de l'offre et du « *ruissellement* » qu'il défend depuis qu'il est présent dans la vie publique, et qui n'a à ce jour donné aucun résultat positif.